

Diagnostics urbains « en marchant » : quand les usagers font l'expertise

par Marion Esquerré



Venus des Amériques, les « diagnostics en marchant » et les « marches exploratoires » font leur apparition en France, dans le domaine de la gestion urbaine ou, plus spécifiquement, sur la question de la place des femmes dans l'espace public. La méthode implique pleinement les usagers et leur expertise.

Le rendez-vous a été fixé à 15 heures, à deux pas du périphérique, porte de Montreuil, dans le 20^e arrondissement de Paris. Ce jour-là, il pleut. Cependant, tous parapluies déployés, un petit attroupement se forme au pied d'un immeuble.

Visiblement, les gens se connaissent. « Bonjour et avant tout, merci à tous de vous être déplacés pour cette 6^e marche exploratoire de l'année », commence Florence De Massol, 1^{re} adjointe au maire du 20^e, en charge entre autres de la démocratie locale, du budget participatif et des espaces verts.

Avec Renaud Martin, élu à la voirie et à l'espace public, ils vont animer la marche dans la partie du quartier qui longe le périphérique, entre vieux ensembles HLM, espaces verts désertés et équipements sportifs. Un plan du quartier est distribué aux participants. Une dizaine de points jalonnent l'itinéraire tracé, indiquant des lieux où la marche fera halte.

Un outil du budget participatif

Depuis 2001, la mairie d'arrondissement a placé les budgets « voirie » puis « espaces verts » dans une démarche participative. La méthode s'appuie en partie sur des « marches exploratoires » organisée dans chacun des sept quartiers de l'arrondissement.

En amont, les conseils de quartier et les services techniques repèrent les endroits à explorer : des lieux en cours d'aménagement, d'autres qui doivent faire l'objet de futurs travaux ou encore des sites qui posent des problèmes de propreté, de circulation. Les marches se déroulent entre septembre et novembre et servent à établir le budget mis au vote à la fin de l'année suivante.

Passant entre les gouttes, la marche de ce jour emporte avec elle une grosse vingtaine de participants, moitié habitants, moitié agents techniques et représentants des bailleurs sociaux. « Le niveau de participation dépend des quartiers », précise-t-on en mairie. Elle porte en grande partie sur le réaménagement de la « petite ceinture verte », cette zone de verdure et de complexes sportifs qui entoure la capitale.

L'utilisation et la vision de l'espace des habitants nous obligent à remettre en question nos positions"

Florence De Massol, 1^{re} adjointe au maire du 20^e arrondissement de Paris

L'occasion de s'expliquer

On regarde au loin la place de la Porte de Montreuil, un territoire sacrifié à la voiture. Les élus expliquent le souhait qu'ils ont de voir cet endroit réhabilité en faveur des piétons. On visite ensuite le boulo-drome, un vaste espace où la mousse et l'herbe ont recouvert le sol.

« Le club des boulistes nous dit venir quelques jours par an, explique l' élu à l'espace public. Il nous semble que cette utilisation ne justifie pas de maintenir l'exclusivité de son accès ». L' élu indique où en est la réflexion : un espace avec un verger, peut-être confié à une association d'habitants.

La marche se poursuit ainsi de squares en angles de rue, pendant deux heures sur un petit kilomètre. « Pourquoi cette décision ? Pourquoi tel aménagement mais pas tel autre ? Le principe de réalité fait souvent irruption, insiste Florence De Massol. Ces marches représentent beaucoup de travail pour les agents mais le dialogue avec les habitants est nécessaire. L'utilisation et la vision de l'espace des habitants nous obligent à remettre en question nos positions », ajoute-t-elle.

C'est aussi l'occasion de sentir l'ambiance d'un quartier, de repérer les points de fixation, d'évaluer l'appréciation des aménagements réalisés et de s'expliquer. « Dans le domaine de la voirie, de la propreté et des espaces verts, insiste l' élue parisienne, de nombreuses décisions relèvent souvent plus de la contrainte technique que de la volonté politique. »

Des usages divers

Sur le même mode, l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) finance depuis 2009 des « diagnostics en marchant » dans le cadre de son programme de « gestion urbaine de proximité ».

« Ce sont des visites collectives du quartier, réalisées sur une journée par tous les acteurs du quartier (bailleurs, élus et services municipaux, services de l'Etat, structures associatives locales et représentants des habitants) et actualisées chaque semestre », peut-on lire sur le site de l'Acsé.

L'objectif de notre marche : repérer dans la circulation les zones dangereuses ou qui sont le théâtre d'incivilités"

Jean-Denis Rouen, animateur multimédia, Moissac (Tarn-et-Garonne)

La marche est aussi la méthode choisie par Moissac Animation Jeunes (Tarn-et-Garonne) dans le cadre de son projet sur la sécurité routière. L'association qui a répondu à un appel à

projets dans le cadre du plan départemental d'action et de sécurité routière, a lancé un questionnaire auprès des usagers de son établissement, centre socio-culturel et d'accueil de loisirs.

« L'objectif, explique Jean-Denis Rouen, animateur multimédia, était de repérer dans la circulation les zones dangereuses ou qui sont le théâtre d'incivilités. A partir des réponses, nous avons conçu un premier parcours en centre-ville. »

Cinq personnes ont participé à la première marche, suivies des enfants du centre de loisirs. « J'ai moi-même refait le parcours en vélo, puis en voiture, raconte l'animateur. Il est important d'étudier la circulation à partir d'usages différents mais aussi à des heures variées ».

Pour synthétiser tous ces points de vue, l'équipe d'animation s'est lancé un défi technique. Chaque marche, y compris les parcours effectués en vélo ou voiture, est filmée dans l'espoir que les décideurs locaux auxquels la vidéo finale sera remise s'empareront des dysfonctionnements mis en exergue.

A l'origine, la place des femmes

Dans le cas du 20^e arrondissement de Paris, ou de Moissac, les spécialistes préfèrent parler de « diagnostics en marchant », réservant le concept de « marche exploratoire » aux démarches se rapportant aux rapports de sexe dans l'espace public. Cette dernière expression, expliquent Marie-Dominique de Suremain et Dominique Poggi, respectivement urbaniste et sociologue, désigne une pratique née il y a déjà 20 ans en Amérique Latine puis rationalisée et systématisée au Canada.

« Lasses de ne pas avoir pleinement droit à la ville, raconte Dominique Poggi, des groupes de femmes ont organisé des marches en repérant ce qui, dans l'aménagement urbain et le mode d'occupation de l'espace public, pouvait favoriser ou défavoriser leur libre circulation. »

Depuis, à la suite d'un colloque international en 2009, le secrétariat général du comité interministériel à la ville (CIV) a décidé de promouvoir la méthode en France.

Les habitantes ont une expertise d'usage. En accompagnant la démarche, nous aidons à l'émergence de cette expertise''

Dominique Poggi, sociologue

Une méthodologie rigoureuse

Cette méthode participative permet de poser un diagnostic, d'élaborer des solutions mais aussi de se réappropriier des territoires dans lesquels les femmes s'étaient peu à peu interdit de circuler.

« C'est une expérience vitale de réoccupation de l'espace public par les marcheuses », insiste Dominique de Suremain. Avec sa collègue, dans le cadre de l'opération de promotion lancée en 2009 par le secrétariat général du CIV, elles ont formé des agents municipaux et des

femmes à la méthodologie des « marches exploratoires » dans des quartiers sensibles à Dreux, Drancy, L'Île-Saint-Denis et Montreuil⁽¹⁾. Plus récemment, la commune de Gennevilliers a fait appel à elles.

« Les habitantes ont une expertise d'usage, note Dominique Poggi. En accompagnant la démarche, nous aidons à l'émergence de cette expertise. » Cela commence par l'identification d'un secteur de la ville qui leur paraît insécurisant ou inadapté à leurs pratiques quotidiennes. Puis, le groupe de femmes produit un outil cartographique social qui fait apparaître les lieux sensibles, les endroits agréables, les lieux d'échange, les lieux sans mélange, les lieux où elles s'interdisent d'aller.

« Monter en qualification »

La marche passe par ces lieux, à divers moments du jour et de la semaine. « On observe, on commente, on prend des notes sur l'aménagement urbain, la circulation, les transports, l'occupation de l'espace, la lumière, la visibilité, les bâtiments, la population en présence, etc. Chacune s'exprime sur ce qu'elle voit et comment elle le vit en suivant une grille d'observation très détaillée », résume la sociologue.

Elles commencent à réfléchir à des solutions d'amélioration, qu'elles approfondiront plus tard. Le tout est synthétisé dans un rapport remis aux services et aux élus municipaux.

Au cours d'une ultime marche, les femmes présentent leur diagnostic aux agents et aux élus avant la réunion qui doit servir à exposer les propositions. « Nous formons les femmes à la prise de parole mais aussi à la négociation, insiste Dominique Poggi. A la fin, elles ont monté en qualification. »

C'est un des atouts de la démarche qui, toutefois, doit être pleinement acceptée et même sollicitée par les élus pour fonctionner... à l'image de toute démarche participative.